patrie. Comme tous les membres des autres partis, nous sommes des êtres humains. Une fois le danger connu, la défense n'est plus une question d'ordre politique. Elle devient la préoccupation de tous les partis et de tous les Canadiens. Quelles que soient leurs croyances religieuses, quelle que soit leur allégeance politique, qu'ils soient conservateurs, libéraux, créditistes ou cécéfistes, c'est ce qui importe peu. Envisagée sous cet angle, la défense du Canada nous intéresse à fond. Bien que nous appuyions le programme de défense actuel en général,—et comme le signalait hier notre chef, aucun groupement n'est infaillible,—nous trouvons à redire à la manière dont les dépenses relatives à la défense sont réparties. Nous estimons encore que l'aide économique est une importante partie de tout programme de défense et nous continuerons à exhorter le Gouvernement à étendre ses opérations dans ce secteur. Je suis heureux d'être en mesure de donner d'autres preuves de notre attitude à l'égard de cette question et, comme je l'associe à la défense économique du Canada, je tiens à citer un bref passage d'une déclaration formulée par une dame qui est bien connue au Canada; elle connaît bien le Canada, les États-Unis et, ce qui est plus important encore, elle connaît bien l'Europe puisqu'elle habite au cœur même de la zone dangereuse de l'Europe. Je parle de la reine Juliana des Pays Bas. Voici ce qu'elle a dit, en partie, tel que l'a rapporté le numéro d'hier du Journal d'Ottawa:

Dans son discours, prononcé en anglais, la reine a souligné principalement l'importance de l'assistance technique. Elle a dit que son pays aide dans la mesure de ses moyens en envoyant dans les pays peu évolués des ouvriers spécialisés et des techniciens.

"J'espère fermement qu'un jour, mémorable entre tous, l'immense accroissement de production rendu nécessaire par le réarmement sera affecté à la réalisation de ces gigantesques projets de mise en

valeur.

"Les nations qui entourent l'Atlantique-Nord doivent ne pas imiter l'exemple des pays situés en deçà du rideau de fer, qui ont tellement concentré leur attention sur leur défense qu'ils oublient de s'intéresser de la même façon à leur bien-être économique, social et culturel.

"Si elles négligent ces aspects, elles se trouveront peut-être un jour isolées autour de leur océan, avant que, par exemple, le programme d'aide technique puisse vraiment démarrer et les

unir au reste du monde." Elle a dit en terminant:

"L'humanité dans la détresse compte en grande partie sur votre bon sens pour la délivrer."

Cette dernière déclaration incluait le Canada et son gouvernement, car ces contrées attendent du monde occidental qu'il les guide et leur prête assistance. J'espère que nous sommes prêts à agir ainsi chaque fois que nous le pourrons. Si l'Europe est ruinée économiquement, à quoi nous serviront tous

nos programmes de défense, si compliqués fussent-ils? Les peuples de l'Europe deviendront une proie facile pour le communisme et, dans une large mesure, c'est nous qui en serons responsables. Voilà pourquoi mon parti et moi-même insistons sur la nécessité d'une plus grande assistance économique.

Au cours de son exposé, le ministre a dit que nos effectifs militaires globaux s'établissent à 95,300, le nombre des officiers étant en moyenne d'un huitième. Mais il a aussi déclaré que le ministère compte 40,000 civils contre 81,100 militaires, pour l'ensemble des services. Je n'ai pas compris et je ne comprends pas encore comment on peut avoir besoin de la moitié autant de civils que de militaires dans nos trois armes. Je voudrais obtenir des détails à ce sujet, quant au genre de travail assigné aux civils. J'ai besoin de ces chiffres pour plusieurs raisons. Je suis en faveur de l'emploi de civils, quand c'est possible, car nous pouvons ainsi affecter à d'autres tâches les membres de l'active mais il me semble ridicule d'embaucher un civil par deux militaires. Quoi qu'il en soit, je répète que, en principe, l'emploi de civils est judicieux.

Il est possible qu'il se produise un fort gaspillage d'effectifs humains. Je sais que nous ne pouvons pas le supprimer entièrement mais j'ai l'impression que beaucoup de travail qui pourrait être confié, autour des camps et des baraquements, à ces 40,000 civils est encore accompli par des militaires. Ce sont encore les soldats qui sont chargés des corvées et d'autres travaux qui leur étaient confiés d'habitude. Je ne m'explique donc pas comment on peut avoir besoin de 40,000 civils pour desservir 81,000 hommes. Ce n'est pas tout; dans la ville d'Ottawa, il y a encore des officiers supérieurs qui exercent des fonctions pouvant fort bien être confiées à des civils. Partout au pays, des hommes de troupe sont retenus dans les casernes, des officiers prêts au combat accomplissent des tâches dont pourraient également s'acquitter des anciens combattants. Presque toutes les unités que je connais se trouvent dans ce cas là. J'en ai parlé avec plusieurs militaires qui m'ont dit que telle était la situation. Il se fait beaucoup de gaspillage dans les bureaux et dans les postes de comptables qui se sont greffés sur les différents services du pays.

Je crois qu'ici à Ottawa, comme je l'ai déjà signalé, plusieurs officiers de haut rang, des lieutenants aux colonels, font une besogne dont pourrait utilement se charger un fonctionnaire de rang subalterne. Je ne vois pas de raison de payer de fortes soldes pour ce genre de travaux. On pourrait simplifier la tenue des livres, ce qui rendrait la tâche plus facile. On pourrait abréger et simplifier bon